

Agreste Panorama



Numéro 3 - septembre 2018

Été 2018 : les prix agricoles à la production se raffermissent sous l'effet de productions végétales limitées par la météo du printemps et de l'été

■ *Légumes d'hiver*

En 2017-2018, un recul général du chiffre d'affaires des légumes d'hiver, pénalisé par la baisse des récoltes et une nette dégradation des cours

S. Bernadet

■ *Animaux de boucherie*

En 2017, la production française de bovins finis se replie tandis que les exportations de bovins maigres augmentent

M.-A. Lapuyade



Éditorial

Été 2018 : les prix agricoles à la production se raffermissent sous l'effet de productions végétales limitées par la météo du printemps et de l'été

La première moitié de 2018 a été largement excédentaire en pluie avec des températures froides sur les trois premiers mois, parfois du gel, et un net réchauffement ensuite. Le deuxième trimestre a ainsi été qualifié de second trimestre le plus chaud depuis le début du XX^e siècle derrière 2003. Les fortes chaleurs se sont poursuivies en juillet et en août mais les précipitations sont devenues inférieures aux normales. Au 1^{er} août, l'indice d'humidité des sols est déficitaire sur le quart Nord-Est du pays et légèrement excédentaire dans le reste de l'hexagone (*Infos rapides Climatologie, septembre 2018*). Ces variations importantes de températures et de précipitations ont perturbé, à des degrés divers, les cultures.

En août 2018, la production cumulée des prairies permanentes reste proche de celle de référence malgré une situation moins favorable en août qu'en juillet. Les températures élevées et les faibles précipitations entre le 20 juillet et le 20 août ont ralenti la pousse de l'herbe. Plus d'un tiers des régions fourragères sont désormais déficitaires par rapport à la pousse cumulée de référence 1985-2009. Les régions Grand-Est, Hauts-de-France et Bourgogne-Franche-Comté sont les plus concernées par ces déficits (*Infos rapides Prairies, août 2018*).

Selon les estimations au 1^{er} septembre 2018, toutes les récoltes de grandes cultures (céréales, oléagineux, protéagineux, betteraves, pommes de terre) baisseront par rapport à 2017, en raison des variations importantes de températures, d'un excès d'eau au printemps et de la sécheresse estivale. Tout en restant proches de la moyenne sur cinq ans, les rendements du blé tendre reculent sur un an. La baisse devrait être plus importante pour le colza, pénalisé en outre par la pression sanitaire en fin de cycle (*Infos rapides Grandes cultures et fourrages, septembre 2018*). Quant aux cultures d'été et d'automne (maïs, tournesol, soja, betteraves), leur potentiel de rendement est entamé par des conditions plutôt sèches et des températures élevées depuis juin. La production de protéagineux se contracterait également du fait principalement du recul des surfaces, les rendements étant globalement préservés. La production de pommes de terre sera en repli sur un an, en raison des prévisions de rendement en baisse pour la conservation et demi-saison

mais dépassera la récolte moyenne 2013-2017. Les récoltes de grains sont dans l'ensemble de bonne qualité malgré des situations hétérogènes selon les régions. Elles s'inscrivent sur fond de perspectives de récoltes mondiales un peu moins abondantes qu'en 2017 (Nord de l'UE, Russie, Ukraine, Australie) en raison des divers incidents climatiques survenus dans ces pays. Dans ce contexte, les cours français des céréales se raffermissent très nettement cet été par rapport aux mois précédents et sur un an, tandis que ceux des oléagineux stagnent à des niveaux en deçà de ceux de 2017 dans un contexte de nouveau record mondial atteint pour la production d'oléagineux.

Suite aux intempéries de février (gel), du printemps et de l'été (grêle), les productions de fruits d'été reculent au niveau national sur un an et par rapport à la moyenne des cinq dernières années. En dépit d'une consommation inégale face à un produit dont la qualité a été fragilisée par la météo, les prix augmentent sur un an et par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes sous l'effet d'une offre limitée. Cette hausse ne permettrait toutefois pas toujours au chiffre d'affaires à la production de se maintenir par rapport à la moyenne sur cinq ans (*Infos rapides Fruits, juillet-août 2018*). La production 2018 de fruits d'hiver (pommes-poires) est prévue proche de celle de 2017. Toutefois les effets de la canicule ne seront vraiment connus que lors des prochaines estimations (*Infos rapides Pommes-poires, juillet-août 2018*). Avec des récoltes réduites dans l'UE lors de la récolte précédente et une croissance des exportations françaises vers l'Europe, les stocks français de pommes en fin de campagne (fin juin) sont nettement inférieurs aux stocks moyens 2013-2017 (*Infos rapides Stocks Pommes Poires, août 2018*).

Après une stabilité en juin sur un an et par rapport à la moyenne des cinq dernières années, les prix des légumes d'été, à l'exception de la tomate, se raffermissent en juillet tout en restant au niveau des prix moyens 2013-2017. La demande a en effet manqué globalement de dynamisme pour absorber des productions pourtant limitées (*Infos rapides Légumes, juillet 2018*). De leur côté, les prix des légumes d'hiver de la campagne 2017/2018 ont plutôt baissé, dans un contexte météorologique parfois peu favorable aux récoltes ainsi qu'à la demande des

consommateurs, et sous l'effet de la concurrence des premiers légumes d'été arrivés précocement sur les étals. Au final, toutes les productions de légumes d'hiver ont reculé, sauf celle de poireau, contribuant, avec des prix en baisse, à pénaliser les chiffres d'affaires (*En 2017-2018, un recul général du chiffre d'affaires des légumes d'hiver, pénalisé par la baisse des récoltes et une nette dégradation des cours, Légumes, n° 2018/328, juin 2018*).

Au 20 août, la production de vins s'établirait en 2018 à 46,1 Mhl, en hausse de 27 % par rapport à 2017 et de 5 % par rapport à la récolte moyenne des cinq dernières années. La récolte 2018 renouerait avec un niveau de production moyen, après celui historiquement faible de 2017. La canicule ne semble pas avoir affecté le potentiel de production mais plusieurs bassins viticoles ont souffert du mildiou. Il est apparu à la suite des nombreux épisodes pluvieux et orageux dans un contexte de températures élevées jusqu'en juin. L'année 2018 devrait être classée parmi les plus précoces pour les vendanges, notamment dans les bassins viticoles de Champagne, d'Alsace, de Bourgogne et du Beaujolais (*Infos rapides Viticulture, août 2018*). Dans un contexte d'exportations soutenues, les vins de la récolte précédente s'écoulent à des prix très fermes.

Au 1^{er} semestre 2018, les productions françaises d'animaux de boucherie augmentent par rapport à la même période de 2017 sauf pour les ovins dans un contexte de prix globalement tirés à la baisse par ceux des porcins (*Infos rapides Bovins/ovins/porcins, août 2018*).

En juillet, les abattages de vaches, surtout de vaches allaitantes continuent de croître sur un an, ainsi que ceux des mâles, ceux de veaux de boucherie reculant. Seuls les prix des mâles fléchissent sur un an. Les prix des vaches restent orientés à la hausse, se hissant même légèrement au-dessus de ceux de 2017 en juillet, tandis que ceux des veaux de boucherie dépassent nettement ceux de 2017 malgré leur baisse saisonnière. Le déficit commercial se détériore pour la viande bovine sur les six premiers mois de 2018 sur fond de consommation calculée par bilan en augmentation. Le marché des bovins maigres est toujours porteur avec des prix supérieurs à 2017 malgré un léger recul des ventes sur les six premiers mois de 2018, la contraction des ventes de brouillards à l'Italie n'étant pas totalement compensée par la bonne tenue des ventes vers l'Espagne et surtout l'Algérie. En 2017, la production française de bovins finis s'était repliée après trois années consécutives de hausse. Seules les productions de mâles et veaux de boucherie s'étaient contractées, celles des vaches s'étant stabilisées. Les abattages de vaches laitières avaient diminué, se rapprochant ainsi des niveaux atteints avant la crise laitière tandis que ceux des races allaitantes confirmaient la reprise amorcée en 2016. À l'exception des veaux de boucherie, les cours des bovins finis étaient demeurés au-dessus de ceux de 2016, tout en s'établissant en retrait par rapport à la moyenne 2012-2016. Les exportations de brouillards s'étaient accrues et les cours

étaient restés élevés (*En 2017, la production française de bovins finis se replie tandis que les exportations de bovins maigres augmentent, Animaux de boucherie n° 2018/329, juillet 2018*).

Au printemps, le marché porcin français et européen suit la baisse de production saisonnière mais le rythme des abattages reste relativement important en juin et juillet. La concurrence internationale est vive. En l'absence de relance saisonnière de la demande intérieure, les cours reculent au lieu de progresser. Ils sont inférieurs à la moyenne quinquennale. Le déficit commercial en viande porcine se réduit en juin après s'être fortement dégradé en mai à la suite d'importations en provenance d'Italie.

Tirés par des disponibilités limitées et des importations de viande ovine en repli dans un contexte de consommation atone, les cours des ovins augmentent en juillet par rapport au mois précédent. Ils s'établissent toutefois en deçà de ceux de juillet 2017.

Sur les sept premiers mois de 2018, les abattages de volailles de chair dépassent nettement ceux de 2017, surtout en poids, tout en se contractant depuis le pic du mois de mars. Les abattages de canards à gaver retrouvent en juillet les niveaux pré-épizooties aviaires, contribuant ainsi à ce dynamisme global (*Infos rapides Aviculture, septembre 2018*). Depuis le début de l'année 2018, les cours de la filière volaille-lapins stagnent à des niveaux légèrement inférieurs à ceux de 2017 et plus nettement au-dessous de la moyenne des cours sur les cinq dernières années. Sur un marché encore excédentaire en France et en Europe, et malgré une demande plus fluide, les prix des œufs de consommation diminuent fortement depuis le début de l'année. La baisse de la production d'œufs se poursuit depuis avril 2018 et devrait continuer à l'automne avec le recul des mises en place cet été.

En mai 2018, grâce à de meilleures conditions météo, la collecte française de lait de vache est quasiment stable sur un an après le recul en avril (*Infos rapides Lait, juillet 2018*). Sur les cinq premiers mois de 2018, la hausse de la collecte est plus marquée (+ 1,5 %). Sa progression est toutefois inférieure à celle dans l'UE (+ 2,3 %) tirée par les productions allemandes, polonaises et italiennes. Les fabrications européennes de beurre et de poudre de lait écrémé croissent sur la première moitié d'année dans un contexte de demande mondiale de produits laitiers toujours ferme. Tout en restant élevés, les prix du beurre fléchissent légèrement pour retomber à leurs niveaux de 2017 tandis que ceux de la poudre de lait demeurent bas malgré une certaine amélioration avant l'été. Les prix français du lait se contractent légèrement en juillet sur un an, après avoir été au-dessus de ceux de 2017 pendant les six premiers mois de 2018.

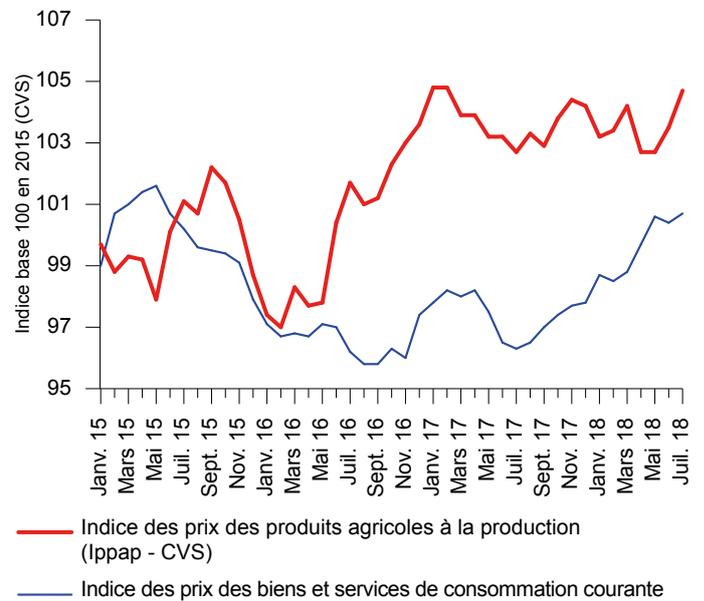
En juillet 2018, les prix français de l'ensemble des produits agricoles à la production s'accroissent légèrement par rapport au mois précédent (+ 0,4 %). Sur un an, la hausse est plus forte (+ 1,9 %), confirmant le retournement timide

enregistré en juin après une première partie d'année 2018 en repli, à l'exception du mois de mars. Parallèlement, les prix à la consommation des produits alimentaires et des boissons non alcoolisées augmentent quasiment au même rythme (+ 2,1 %), sous l'effet principalement de la hausse des prix des fruits, des légumes frais, des viandes et des produits laitiers-œufs (*Infos rapides Prix agricoles et alimentaires, août 2018*). Quasiment stable en juin et juillet 2018 par rapport aux mois précédents, le rythme de progression du coût des intrants s'accélère sur un an en juillet (+ 4,6 %), sous l'effet de la hausse des prix de l'alimentation animale, des engrais et surtout de l'énergie. Il contribue à alimenter la hausse moyenne depuis le début de l'année. Sur les cinq premiers mois de 2018, les prix d'achat des moyens de production sont ainsi en hausse. (*Infos rapides Coûts de production, juillet 2018*). Malgré un léger repli sur un an en avril, la production d'aliments composés progresse en cumul sur les cinq premiers mois de 2018, la croissance des aliments à destination des volailles compensant largement la baisse des fabrications d'aliments pour bovins et dans une moindre mesure celle des porcins. En cumul depuis le début de la campagne, les livraisons d'engrais azotés baissent dans un contexte de prix fermes tandis que celles de phosphate et de potasse augmentent avec des prix en recul.

En juin 2018, le solde du commerce extérieur est de nouveau en hausse en valeur contribuant à sa progression sur les six premiers mois de 2018. Depuis le début de l'année, les exportations s'accroissent aussi bien pour les produits bruts (céréales) que transformés (vins, sucre)

tandis que les importations de produits bruts fléchissent (oléoprotéagineux et fruits et légumes). En conséquence, le solde s'améliore aussi bien avec l'UE qu'avec les pays tiers (*Infos rapides Commerce extérieur agroalimentaire, août 2018*).

Les cours des produits agricoles à la production repartent à la hausse au second semestre de même que les coûts des moyens de production



Source : Insee, Agreste



Juin 2018 - n° 2018/328

Synthèses

[Retour éditorial](#)

En 2017-2018, un recul général du chiffre d'affaires des légumes d'hiver, pénalisé par la baisse des récoltes et une nette dégradation des cours

La campagne 2017-2018 des légumes d'hiver est marquée par la baisse importante de la plupart des productions. Parallèlement, les cours à la production de tous les légumes d'hiver reculent par rapport à la campagne précédente, à l'exception de la carotte. En conséquence, les chiffres d'affaires se réduisent sur un an et par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes. Outre la baisse des surfaces pour les salades, la météo contrastée a en effet pénalisé les récoltes et pesé sur la demande des consommateurs. L'excédent des échanges extérieurs se contracte pour les endives et le chou-fleur tandis que les déficits se creusent pour la carotte et le poireau.

Après des conditions au printemps 2017 plutôt favorables aux mises en cultures, les coups de chaleur de juin et juillet 2017 ont fragilisé les rendements des légumes primeurs (carotte, poireau) tandis que les consommateurs étaient sollicités par l'arrivée précoce des légumes d'été sur les étals (*graphique 1*). À l'automne et en début d'hiver, la douceur des températures a favorisé certains excédents (chou-fleur et poireau) mais n'a pas toujours été propice à la demande des consommateurs (endive, chou-fleur). Les cours s'infléchissent alors nettement à la baisse. Les intempéries en janvier-février 2018 (pluie, froid et gel) relancent ensuite la demande mais dans un contexte où l'offre baisse en raison des difficultés d'arrachage et d'acheminement (chou-fleur en Bretagne) (*graphique 2*). Les prix retrouvent alors de la vigueur temporairement. Sur l'ensemble de la campagne, toutes les récoltes

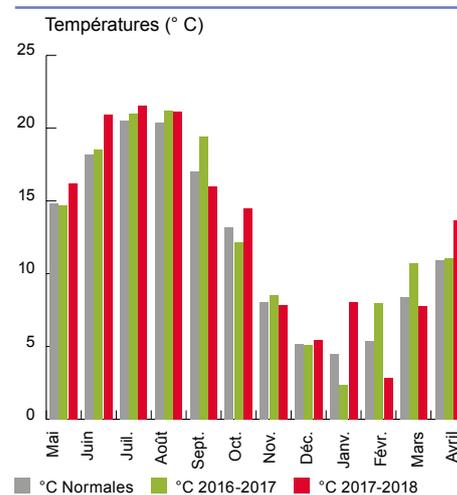
reculent, sauf celles de poireau et de racines d'endive, tandis que les cours diminuent (hormis la carotte), tirant les chiffres d'affaires à la baisse. Avec la contraction des récoltes, les

déficits commerciaux augmentent tandis que les excédents se réduisent essentiellement sous l'effet du repli des exportations.

Définition des légumes d'hiver

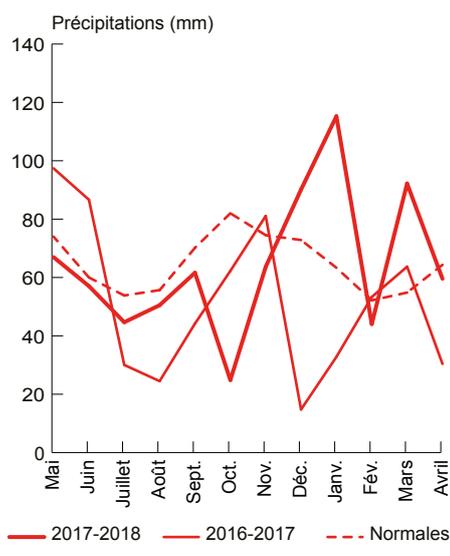
Les légumes d'hiver correspondent aux productions de frais pour lesquelles le pic des récoltes a lieu au cours de l'automne et de l'hiver. La carotte, la chicorée d'hiver, le chou-fleur, la laitue d'hiver et le poireau sont concernés. Dans le cas de l'endive, c'est la période de forçage en chicons, réalisée tout au long de l'automne et de l'hiver qui est retenue, l'étape de culture des racines ayant eu lieu les mois précédents, de mai à octobre.

Graphique 1
Un printemps et un été 2017 chauds suivis par un automne et un hiver plutôt doux



Source : Météo France

Graphique 2 Précipitations abondantes en janvier et mars 2018 et mars 2018



Source : Météo France

Carotte pour le marché du frais : nouveau recul de la production et du chiffre d'affaires en 2017-2018

Lors de la campagne 2017-2018 (mai 2017 à avril 2018), la production de carottes destinées au marché du frais (271 000 tonnes), et après déduction des lots affectés au final à la transformation, diminue de 8 % sur un an et de 10 % par rapport à la moyenne 2012-2016 (tableau 1). Cette baisse intervient dans un contexte de léger repli des surfaces, affectant le principal bassin de production (Sud-Ouest) qui concentre 40 % de la récolte. Les épisodes de forte chaleur de juin et juillet 2017 ont réduit les rendements dans ce bassin ainsi que dans le Sud-Est.

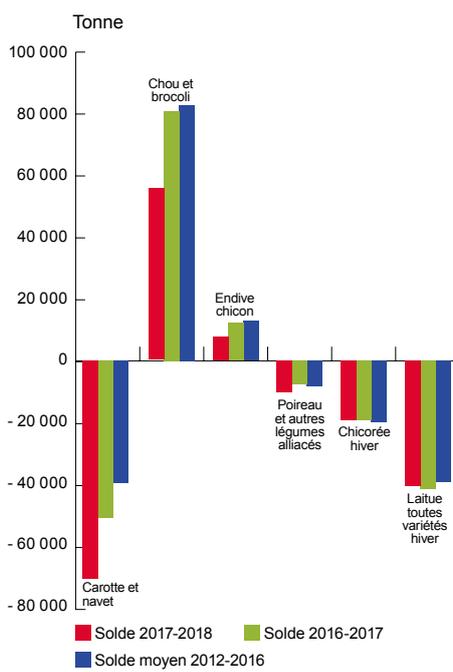
Tableau 1
Une production en baisse pour la campagne 2017-2018 pour la plupart des légumes d'hiver cultivés pour le frais

	Campagnes		Évolution
	2017-2018	2016-2017	
	(millier de tonnes)		%
Carotte	270,7	295,4	- 8
Chou-fleur	226,4	263,0	- 14
Poireau	156,6	151,6	+ 3
Endive (chicons)	148,8	156,5	- 5
Laitue d'hiver	118,7	130,2	- 9
Chicorée d'hiver	28,3	30,9	- 9

Source : Agreste

En début de campagne, la demande manque de dynamisme, un printemps 2017 précoce ayant rapidement orienté les consommateurs vers les légumes d'été. De ce fait, après une campagne 2016-2017 déjà caractérisée par des prix bas, les cours à la production de la carotte primeur, en début de campagne 2017-2018, s'infléchissent à la baisse, pénalisés également par l'abondance des stocks de carottes de conservation. La carotte est ainsi déclarée en crise conjoncturelle de juin à fin août. Par la suite, la campagne de carottes de conservation s'équilibre un peu mieux. En novembre 2017, la demande se ressaisit avec le rafraîchissement des températures et les prix se raffermissent. Par la suite, les arrachages devenus compliqués par les pluies excédentaires de janvier et mars dans l'ensemble des bassins, notamment en Aquitaine et en Normandie, contribuent à diminuer l'offre disponible tandis que la demande est encore présente. En fin de campagne, les cours de la carotte sont mieux orientés, au-dessus de la moyenne des cinq dernières campagnes. Au total, sur l'ensemble de la campagne 2017-2018, les cours de la carotte sont à peine supérieurs

Graphique 3
Des excédents commerciaux de choux-fleurs et d'endives en baisse pour la campagne 2017-2018



Source : DGDDI

à ceux de la campagne précédente (+ 1 % en moyenne).

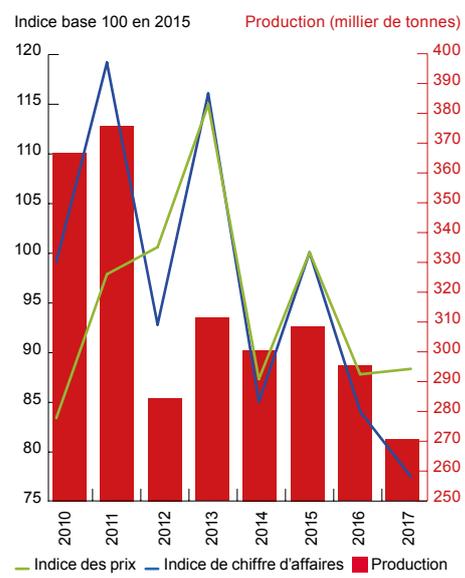
En cumulé sur l'ensemble de la campagne, le déficit commercial de carottes « de frais » et des navets – regroupés dans le même poste de la nomenclature douanière – (- 70 600 tonnes) se creuse sur un an en volume. Les importations (147 500 tonnes) se replient mais les exportations (76 900 tonnes) se contractent de façon plus marquée. Le déséquilibre est également plus important que celui sur la période 2012-2016 (- 30 000 tonnes) (graphique 3).

Sur l'ensemble de la campagne, la conjonction d'une baisse importante de la production et d'une faible hausse des prix conduit à un net repli du chiffre d'affaires : - 8 % par rapport à la campagne 2016-2017 et - 19 % par rapport au niveau moyen sur les cinq dernières campagnes (graphique 4).

Poireau : l'abondance de l'offre pèse sur les cours

En 2017-2018, le poireau est le seul légume d'hiver dont la production s'accroît (+ 3 % sur un an). Les récoltes (157 000 tonnes), qui s'étendent de mai 2017 à avril 2018, bénéficient de la hausse des surfaces, notamment dans le Centre-Ouest et plus modestement dans le bassin

Graphique 4
Carotte en frais : un chiffre d'affaires bridé par le repli de la production

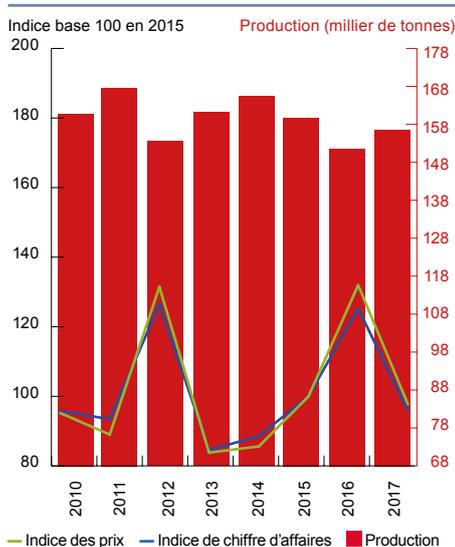


Source : Agreste

Ouest. Cette progression rompt avec la baisse enregistrée les deux années précédentes. La production diminue toutefois de 1 % par rapport à la moyenne 2012-2016.

En début de campagne, la demande est insuffisante pour absorber l'offre de poireaux primeurs, en hausse sur un an. Elle se heurte en outre à la concurrence des légumes d'été arrivés précocement sur les étals. Les cours, très soutenus en 2016-2017, commencent alors à s'infléchir à la baisse. Comme pour la carotte, le poireau est très tôt déclaré en crise conjoncturelle, dès la première décade de juillet. Les récoltes automnales et hivernales bénéficient de bonnes conditions de développement avec des rendements en hausse. Mais, compte tenu d'une météo douce qui freine la consommation, les cours peinent à rattraper le niveau moyen 2012-2016. Par la suite, les périodes de gel et de neige sur l'ensemble de l'Europe en février 2018 gênent les arrachages, l'acheminement et l'écoulement de la marchandise, et les prix remontent. L'amélioration n'est toutefois que temporaire malgré une demande relancée par la météo hivernale. Sur l'ensemble de la campagne 2017-2018, les cours à la production des poireaux reculent nettement sur un an (- 26 % en moyenne).

Graphique 5
Poireau : en 2017-2018, les prix en baisse sur un an font reculer le chiffre d'affaires



Source : Agreste

En cumul sur l'ensemble de la campagne, le déficit du commerce extérieur de poireaux (- 10 000 tonnes y compris les autres légumes alliacés) se creuse sur un an. Les importations, en légère hausse, s'élèvent à 24 000 tonnes tandis que les exportations (14 000 tonnes) se contractent principalement pendant la saison hivernale. Le déficit se détériore également par rapport à la moyenne 2012-2016.

Sous l'effet d'une offre abondante difficile à écouler qui pèse sur les prix, le chiffre d'affaires en poireaux diminue de 23 % sur un an sur la campagne 2017-2018 après une progression inverse en 2016-2017. Il est ainsi inférieur de 9 % au chiffre d'affaires moyen 2012-2016 (graphique 5).

Endive : résistance des cours dans un contexte de repli de la production

En 2017, après trois années consécutives de baisse, les superficies implantées en racines d'endives s'accroissent sur un an (+ 7 %). Dans ce contexte, la production de racines sur la période de mai à octobre 2017 (252 500 tonnes) augmente de 7 % tout en s'inscrivant en retrait par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes (- 6 %). Dans les Hauts-de-France, principale région productrice, les rendements des racines bénéficient de la pluviosité du mois d'août, après la sécheresse printanière. Estimée au 1er juin 2018, la production de chicons d'endives de la campagne 2017-2018 (148 800 tonnes), qui s'étale principalement entre octobre et avril, les racines pouvant être conservées en chambre froide jusqu'à huit mois, continue de diminuer (- 5 % sur un an et - 15 % par rapport à la moyenne 2012-2016).

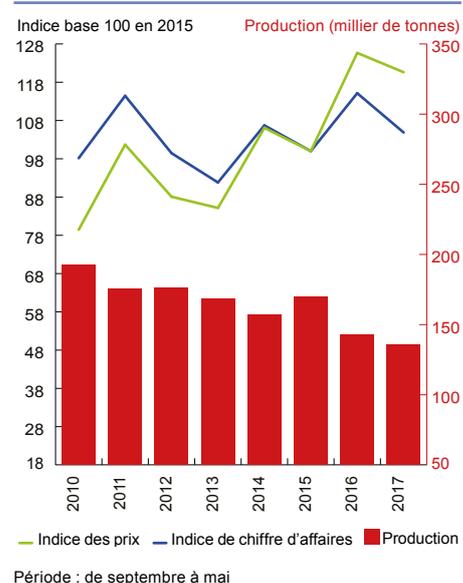
En début de campagne, l'offre de chicons en hausse sur un an trouve preneur, grâce à une demande bien présente pour ce légume traditionnel d'hiver. La segmentation de l'offre en magasin et le soutien des campagnes d'information attirent de nouveaux consommateurs. Mais la demande se relâche ensuite même si elle se

ressaisit à l'occasion du printemps maussade 2018 et d'une moindre concurrence des légumes d'été. Des opérations de retrait ont lieu, notamment en février, à la suite des difficultés d'acheminement dues à la météo et une partie des récoltes part vers la transformation. Sur les neuf premiers mois de la campagne, les cours à la production sont en moyenne plutôt fermes mais reculent de 4 % par rapport aux prix 2016-2017 particulièrement élevés. La gestion de l'offre, dans un contexte de demande plutôt atone, permet toutefois de maintenir les prix au-dessus des niveaux moyens sur la période 2012-2016 (+ 19 %).

En cumul sur les huit premiers mois de la campagne 2017-2018, l'excédent commercial des échanges extérieurs d'endives (6 900 tonnes) se réduit de 40 % sur un an et par rapport à la moyenne 2012-2016, sous l'effet du recul assez net des exportations.

Sur les neuf premiers mois de la campagne, la baisse conjuguée de la production et des prix conduit à un repli de 9 % du chiffre d'affaires par rapport à 2016-2017. Il augmente toutefois de 2 % par rapport à la moyenne 2012-2016 (graphique 6).

Graphique 6
Endives : un chiffre d'affaires en repli sur un an sur les neuf premiers mois de la campagne



Source : Agreste

Chou-fleur : une météo en début 2018 qui pèse sur la production et le chiffre d'affaires

Sur des surfaces stables, la production nationale de choux-fleurs destinés au frais en 2017-2018 (juin 2017-mai 2018) s'établit à 226 400 tonnes au 1^{er} mai 2018. Elle accuse une chute de 14 % sur un an et de 19 % par rapport à la moyenne 2012-2016 qui reflète principalement celle de la récolte hivernale en Bretagne. Le produit bénéficie d'un développement normal durant l'été et l'automne, avec même des excédents en début d'hiver. La production, très météo-sensible, est en revanche pénalisée par les conditions météorologiques sur les deux premiers mois de l'année 2018, caractérisées par un excès d'humidité, des épisodes venteux et les grands froids de février. Le repli est d'autant plus sensible qu'au cours de la même période de 2017, la production s'était retrouvée en excédent, à la suite d'un rattrapage de production.

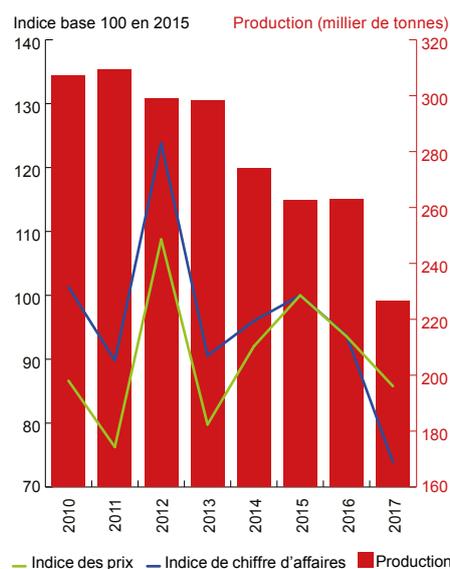
Hormis en tout début de campagne, les cours à la production se maintiennent généralement en dessous de la moyenne 2012-2016. Le différentiel s'accroît à l'automne avec la progression saisonnière de la production de chou-fleur dans un contexte de consommation peu dynamisée par la douceur de la météo. Le chou-fleur est ainsi déclaré par le Réseau des nouvelles des marchés en « prix anormalement bas » dès la mi-novembre puis en crise conjoncturelle en décembre et janvier 2018. Les intempéries survenues en février sur l'ensemble de l'Europe provoquent une envolée des cours en février et mars avant de retomber en fin de campagne. Sur les onze mois de la campagne, les cours reculent de 8 % en moyenne sur un an.

En cumul sur les dix premiers mois de campagne, l'excédent commercial en chou-fleur - brocoli (55 300 tonnes) – l'un des rares avec l'endive – se réduit de 30 % sur un an et par rapport au solde moyen 2012-2016, malgré le repli des importations. Les exportations (101 300 tonnes) sont en net recul, en raison de la baisse des disponibilités et des concurrences

espagnole et italienne sur les marchés à l'export.

Avec une production et des prix en nette diminution, le chiffre d'affaires du chou-fleur destiné au frais se contracte de 21 % sur un an et de 27 % par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes (*graphique 7*).

Graphique 7
Chou-fleur en frais : forte baisse du chiffre d'affaires pénalisée par le recul de la production



Source : Agreste

Chicorée d'hiver : une production en repli et des prix moins bien orientés en fin de campagne

La production de chicorées d'hiver (28 milliers de tonnes), qui s'étend d'octobre 2017 à avril 2018, se replie de 9 % sur un an et par rapport à la moyenne 2012-2016. La récolte a été affectée par le recul des surfaces aussi bien pour la variété frisée que pour la scarole. Le repli est particulièrement sensible en Languedoc-Roussillon ainsi qu'en PACA (trois quarts de la production et des surfaces), en lien avec la baisse des rotations occasionnée par la concurrence italienne sur les marchés à l'exportation.

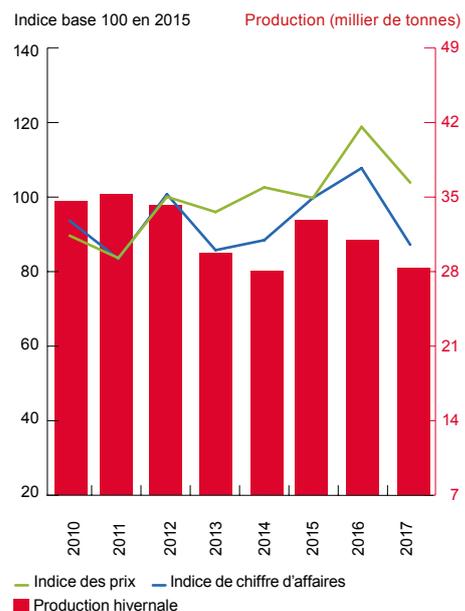
Sur la première partie de la saison d'hiver, les cours à la production de la chicorée restent plutôt fermes, légèrement au-dessus de la moyenne

des cinq dernières campagnes, avant de repasser en dessous. Le marché de la chicorée est toutefois moins déséquilibré que lors de la campagne 2016-2017. Au 1^{er} trimestre 2017, les prix s'étaient envolés en raison du froid et du gel qui avaient endommagé les cultures légumières en France et plus généralement dans le Sud de l'Europe. Avec des cours assez fermes au cours de la saison d'été, puis moins bien orientés en fin de campagne d'hiver, la baisse des prix atteint - 20 % en moyenne sur la campagne.

En cumul sur l'ensemble de la campagne d'hiver, le déficit du commerce extérieur en chicorées d'hiver (- 19 100 tonnes) reste quasiment stable sur un an, la diminution des importations (- 7 %) ayant été compensée par la hausse des exportations. Le déficit se réduit cependant de 3 % par rapport à la moyenne 2012-2016.

Conjuguée au repli de la production (- 4 %), la baisse des prix entraîne la contraction du chiffre d'affaires sur l'ensemble de la campagne (été et hiver), de 19 % par rapport à 2016-2017 et de 10 % par rapport à la moyenne 2012-2016 (*graphique 8*).

Graphique 8
Chicorée d'hiver : la production et les prix reculent



Période : mai à avril pour l'indice de chiffre d'affaires et pour l'indice de prix

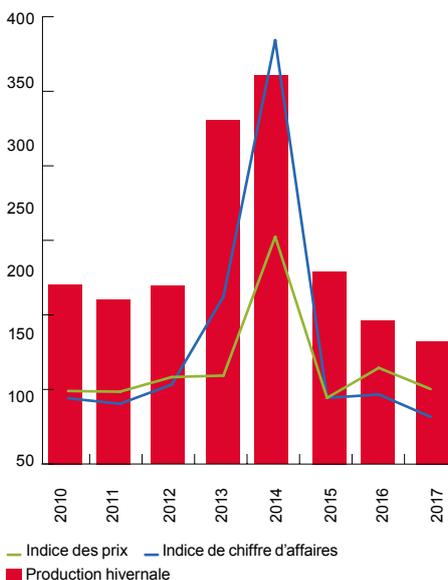
Source : Agreste

La laitue d'hiver : le recul des surfaces pénalise la production

La production de laitues d'hiver (118 700 tonnes), qui s'étend d'octobre 2017 à avril 2018, se replie de 9 % par rapport à la campagne 2016-2017 sur des surfaces en diminution de 8 %. La production tombe à un niveau historiquement faible par rapport à la moyenne 2012-2016 (- 37 %) (*graphique 9*). Le recul des superficies provient essentiellement du bassin Sud-Est qui concentre 60 % du total. Il s'explique par la concurrence étrangère, les prix jugés insuffisamment rémunérateurs et les cessations d'activité sans repreneurs à la suite du départ à la retraite d'exploitants. La tendance baissière est toutefois moins forte en PACA en fin de campagne grâce à la mise en place de nouvelles rotations. Certaines exploitations prolongent en effet leur production en raison de la vague de froid qui a couvert une grande partie de l'Europe et limité l'offre de salades.

Graphique 9 Laitue d'hiver : une production en net repli par rapport au niveau moyen

Indice base 100 en 2015 - Production hivernale (millier de tonnes)



Période : mai à avril pour l'indice de chiffre d'affaires et pour l'indice de prix

Source : Agreste

En moyenne sur l'ensemble de la campagne d'hiver, les prix à la production de la laitue baissent de 9 % par rapport à 2016-2017 et de 3 % par rapport à la moyenne 2012-2016, en dépit du raffermissement observé en janvier et en mars. Le marché apparaît plus équilibré que celui de la campagne précédente, marqué par la flambée des cours, à l'instar de la chicorée, en janvier et février 2017.

En cumulé sur l'ensemble de la campagne d'hiver, le déficit commercial en laitues (40 500 tonnes) se réduit légèrement sur un an tout en augmentant par rapport à la période 2012-2016 (+ 3 %). Les importations (57 000 tonnes), principalement d'origine espagnole, diminuent (- 4 %) de même que les exportations (- 10 %) mais pour des volumes beaucoup plus modestes.

Sur l'ensemble de la campagne 2017-2018 de la laitue (été et hiver), le chiffre d'affaires fléchit de 17 % en moyenne, conséquence du recul de la production (- 4 %) et des prix (- 13 %).

Sources, définitions et méthodes

Sources

- Relevés de températures et de précipitations : Météo-France
- Prévisions de production issues de l'enquête de conjoncture légumes : Agreste
- Données historiques de production : Statistique annuelle agricole : Agreste
- Indice des prix à la production des fruits et légumes frais : Agreste, Réseau des nouvelles des marchés
- Indice de chiffre d'affaires : Agreste
- Données de commerce extérieur : DGDDI (Douanes)

Définitions

- Les normales saisonnières sont les moyennes sur la période 1981-2010 des hauteurs de précipitations et des températures moyennes mensuelles.
- Les moyennes 2012-2016 sont calculées à partir des données de la Statistique annuelle agricole.
- Ippap : Indice des prix des produits agricoles à la production
- Indice de chiffre d'affaires cumulé : chiffre d'affaires cumulé depuis le 1^{er} mois de campagne jusqu'au dernier mois de campagne ou mois disponible au moment de la rédaction de la synthèse
- Indice de prix moyen : prix moyen sur la période allant du 1^{er} mois de campagne jusqu'au dernier mois de campagne ou mois disponible au moment de la rédaction de la synthèse
- Solde des échanges extérieurs = Exportations – Importations
- Le Réseau des nouvelles des marchés considère un produit en crise conjoncturelle lorsque le prix est anormalement bas (baisse d'au moins 15 % pour le melon, 20 % pour la fraise et la tomate, 25 % pour les autres légumes par rapport aux cinq dernières campagnes) pendant deux à cinq jours ouvrés consécutifs.

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Disar » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Légumes » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- Infos rapides Légumes, juin 2018
- « Légumes d'été : des récoltes précoces mais fragilisées par les aléas climatiques et le chevauchement des productions », Synthèses Légumes n° 2017/318, octobre 2017
- « En 2016/17, des récoltes de légumes d'hiver en recul, notamment sous l'effet de la météo, mais bénéficiant pour la plupart d'un redressement des prix », Synthèses Légumes n° 2017/311, juillet 2017



En 2017, la production française de bovins finis se replie tandis que les exportations de bovins maigres augmentent

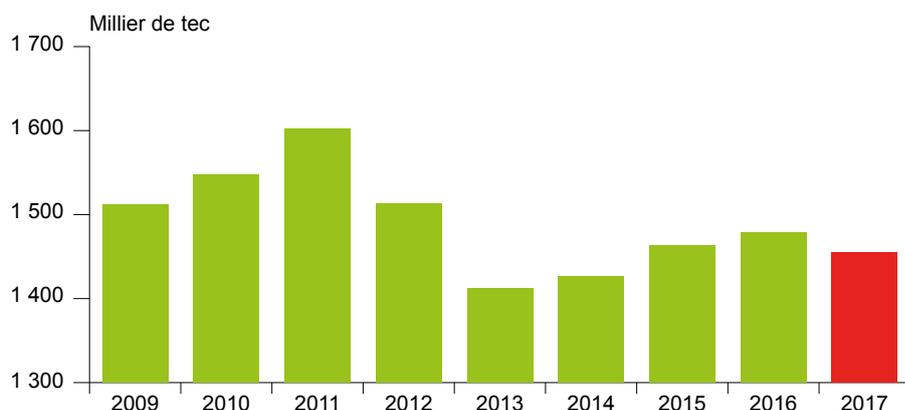
En 2017, la production française de bovins finis diminue de 1,3 % en têtes et de 1,6 % en poids. La production de vaches se maintient, compensant le nouveau repli de la production de bovins mâles. La production de veaux de boucherie continue, quant à elle, de reculer. À l'exception des veaux de boucherie, les cours des bovins finis se maintiennent au-dessus de ceux de 2016, tout en restant en retrait par rapport à la moyenne 2012-2016. Les exportations de broutards sont de nouveau en hausse grâce à la demande de l'Italie et de l'Espagne, principaux partenaires de la France. La baisse des effectifs de bovins mâles dans les exploitations est à l'origine d'un repli des exportations de mâles lourds et d'une hausse des ventes de femelles et d'animaux plus légers. Les cours des broutards restent élevés. Le déficit du commerce extérieur de viande bovine se réduit légèrement tandis que la consommation apparente de viande se contracte de nouveau (- 2,1 %). Début 2018, dans un contexte de reprise des abattages de vaches, les cours se replient sur un an.

En 2017, la production française totale de bovins finis recule pour la première fois depuis 2013 (- 1,3 % en têtes et - 1,6 % en poids par rapport à 2016) (*graphique 1*). Par rapport à la moyenne 2012-2016, le repli est plus fort en têtes (- 3,5 %) mais plus faible en poids (- 0,2 %) grâce à une hausse du poids moyen sur la période.

Sur un an, la production de vaches se maintient tandis que celle de bovins mâles et de veaux de boucherie recule (*tableau 1*). Les vaches représentent 36 % de la production totale de bovins finis en têtes, contre 25 % pour les bovins mâles ou les veaux de boucherie.

Graphique 1

En 2017, recul de la production de bovins finis, après trois années consécutives de hausse



Source : Agreste

Tableau 1

En 2017, la production de bovins finis se contracte à la fois en têtes et en poids

	Abattages			Exportations d'animaux finis			Importations d'animaux finis			Production de bovins finis		
	2017	2017/2016	2017/ moyenne 2012-2016	2017	2017/2016	2017/ moyenne 2012-2016	2017	2017/2016	2017/ moyenne 2012-2016	2017	2017/2016	2017/ moyenne 2012-2016
	millier de têtes	%		millier de têtes	%		millier de têtes	%		millier de têtes	%	
Total bovins	4 640	- 1,2	- 1,1	62	- 5	- 24	22	- 7	- 39	4 680	- 1,3	- 1,3
Veaux de boucherie	1 239	- 2,3	- 4,5	17	20	36	16	- 5	- 27	1 240	- 2,0	- 3,7
Gros bovins	3 387	- 0,7	- 0,2	44	- 12	- 35	6	- 14	- 58	3 426	- 0,9	- 0,6
Vaches	1 659	0,0	3,4	5	3	87	1	36	- 85	1 662	0,0	3,9
Génisses	601	2,2	1,9	4	- 9	- 36	0	- 89	- 86	605	2,1	1,5
Gros bovins mâles	1 128	- 3,2	- 5,9	35	- 14	- 41	5	- 20	- 30	1 158	- 3,4	- 7,4
	millier de tec	%		millier de tec	%		millier de tec	%		millier de tec	%	
Total bovins	1 445	- 1,5	0,1	13	- 10	- 34	3	- 4	- 45	1 456	- 1,6	- 0,2
Veaux de boucherie	177	- 1,6	- 1,6	2	18	33	1	1	- 43	178	- 1,4	- 0,7
Gros bovins	1 265	- 1,5	0,1	11	- 14	- 40	1	- 8	- 47	1 275	- 1,6	- 0,4
Vaches	594	- 0,3	3,8	1	5	78	0	33	- 78	595	- 0,3	3,7
Génisses	215	1,1	2,9	1	- 15	- 43	0	- 87	- 84	216	1,0	4,1
Gros bovins mâles	456	- 4,2	- 5,5	9	- 16	- 44	1	- 13	- 23	464	- 4,4	2,6

Sources : Agreste BDNI - Traitement SSP, DGDDI (Douanes)

En 2017, une production de vaches stable sur un an et en forte hausse par rapport à 2012-2016

En 2017, le volume total d'abattages de vaches se stabilise en têtes, après trois années consécutives de hausse (*graphique 2*). La part des vaches laitières recule : 54 % des abattages totaux en 2017 contre 56 % en 2016. Elle se rapproche des niveaux d'avant la crise laitière.

En 2017, les abattages de vaches laitières fléchissent de 3,7 % en têtes sur un an, après avoir augmenté de 8 % en moyenne par an depuis 2013. Cette rupture traduit un rééquilibrage du marché du lait. À partir de la fin 2014 et de la baisse des prix du lait, les éleveurs laitiers ont augmenté les mises à la réforme des vaches laitières. Avec la remontée des prix du lait, en milieu d'année 2016, les éleveurs ont préféré conserver

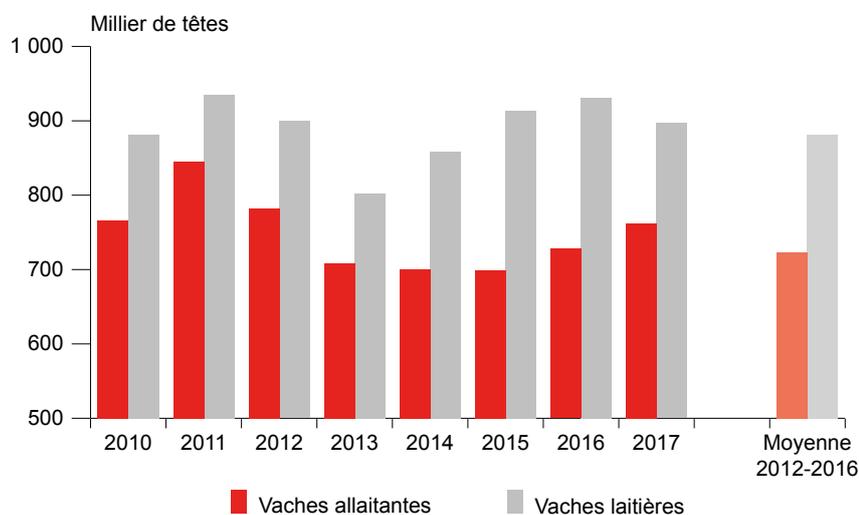
les vaches dans les exploitations. Tout au long de l'année 2017, les abattages de vaches laitières restent ainsi quasiment en deçà des niveaux de 2016.

Pour la seconde année consécutive, les abattages de vaches allaitantes confirment la reprise amorcée en 2016, après s'être stabilisés entre 2013 et 2015. Ils dépassent de 4,7 % les abattages de 2016 et de 5 % le niveau moyen enregistré sur la période 2012-2016. Sur la première moitié de l'année 2017, ils s'établissent légèrement au-dessus de 2016 pour ensuite s'en éloigner, en progressant nettement à compter de juin. Selon les mois, les abattages sont ainsi supérieurs de 3 à 11 % aux volumes de 2016. Compte tenu des effectifs d'animaux dans les exploitations, la phase de décapitalisation du cheptel allaitant, entamée en 2016, se poursuit en 2017. Le phénomène est même amplifié à partir de septembre 2017 par une hausse de réformes dans le bassin charolais, conséquence de problèmes de reproduction ayant entraîné une baisse importante des vêlages à l'automne.

En 2017, les cours des vaches laitières « O » se maintiennent tout au long de l'année au-dessus des niveaux bas

Graphique 2

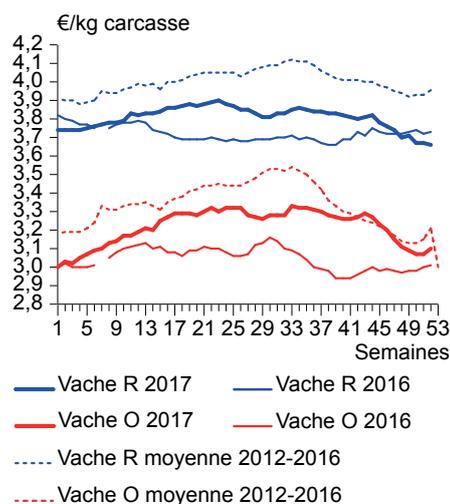
En 2017, stabilité des abattages de vaches : plus de vaches allaitantes et moins de vaches laitières



Source : Agreste BDNI - Traitement SSP

de 2016 (*graphique 3*). Les cours des vaches de type « R » pâtissent, quant à eux, de l'accélération des abattages de vaches allaitantes sur la seconde moitié de l'année. À compter de la semaine 45 (début novembre), ils passent même en dessous de ceux de 2016. Sur l'ensemble de l'année 2017, les cours s'accroissent sur un an tout en restant bien en deçà des cours moyens de 2012-2016.

Graphique 3 En 2017, les cours des vaches supérieurs à ceux de 2016



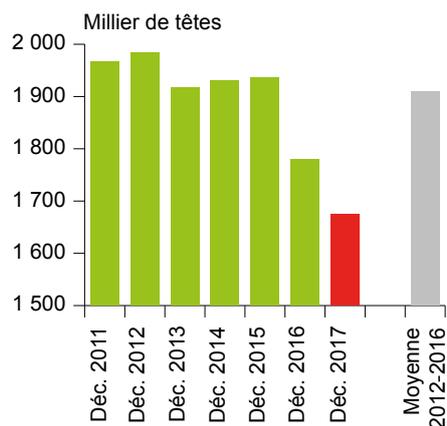
Source : FranceAgriMer

En 2017, nouvelle baisse de la production de bovins mâles finis

En 2017, la production française de mâles finis recule (- 3,4 %) dans un contexte de baisse régulière depuis 2012 des effectifs de bovins mâles présents dans les exploitations. Au 1^{er} janvier 2017, les effectifs des seuls bovins mâles âgés de 8 à 12 mois diminuent de plus de 8 % sur un an (*graphique 4*).

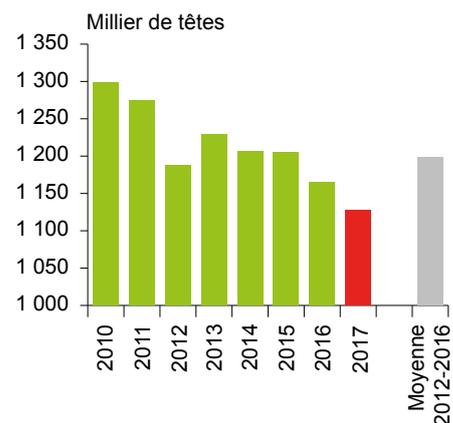
À l'image des baisses continues enregistrées depuis 2013, les abattages de bovins mâles se replient de nouveau en têtes sur un an (- 2,5 %) (*graphique 5*). Par rapport à la moyenne 2012-2016, le recul est même deux fois plus important (- 5,4 %). En tec, la baisse par rapport à la moyenne sur cinq ans est moins forte, le poids des animaux dépassant de 0,4 % le poids moyen. Sur un an, le poids se réduit par rapport au niveau haut de 2016, mais reste élevé.

Graphique 4 Bovins mâles de 8 à 12 mois



Source : BDNI - Traitement SSP

Graphique 5 En 2017, nouveau recul des abattages de bovins mâles finis



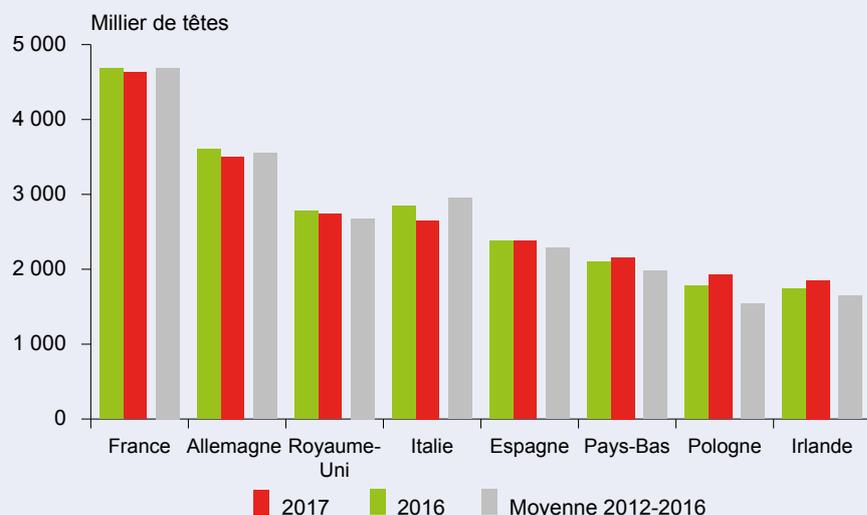
Source : Agreste

En 2017, dans l'Union européenne, repli des abattages de bovins

En 2017, dans l'Union européenne, les abattages de bovins, toutes catégories confondues, diminuent légèrement, à 26,4 millions de têtes, après 26,6 millions de têtes en 2016 (*graphique 6*). Le repli est porté essentiellement par les principaux pays producteurs de l'UE : France, Allemagne, Royaume-Uni et Italie. Les abattages fléchissent également par rapport à la moyenne 2012-2016. A contrario, les productions s'accroissent

en Espagne, aux Pays-Bas, en Pologne et en Irlande. Les situations sont variables selon le type de production. Ainsi, en Italie, la production de mâles poursuit la chute entamée en 2010 : elle ne représente plus que 34 % de la production totale en 2017, contre 45 % en 2010. À l'inverse, la production de bovins mâles augmente en Pologne de 13 % sur un an et de près d'un tiers par rapport à 2012-2016.

Graphique 6 En 2017, moins de bovins abattus dans les quatre premiers pays d'élevage de l'UE

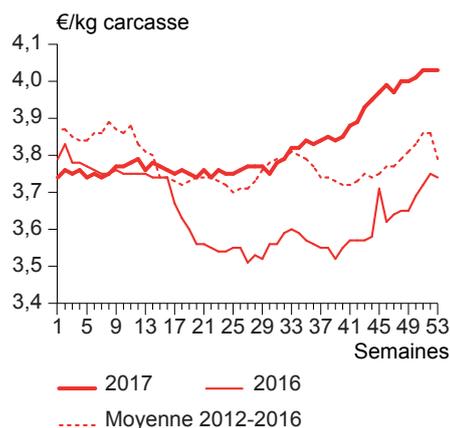


Source : Eurostat

Hormis les années 2010 à 2012 au cours desquelles les demandes turque et libanaise sont apparues, la demande extérieure en bovins mâles finis reste peu importante, 3 % de la production de bovins mâles en 2017 contre 11 % en 2011.

En 2017, les cours des bovins mâles bénéficient du déficit d'offre d'animaux dans les exploitations. Ils s'envolent à partir de début avril (semaine 13), sans connaître la baisse saisonnière traditionnelle du creux de l'été (*graphique 7*). En fin d'année, ils atteignent plus de 4 €/kg carcasse, soit des niveaux 8 % supérieurs à ceux de 2016. Sur l'ensemble de l'année, les prix se situent nettement au-dessus de 2016 et de la moyenne 2012-2016.

Graphique 7
En 2017, les cours des bovins mâles tirés par le manque de disponibilités dans les exploitations

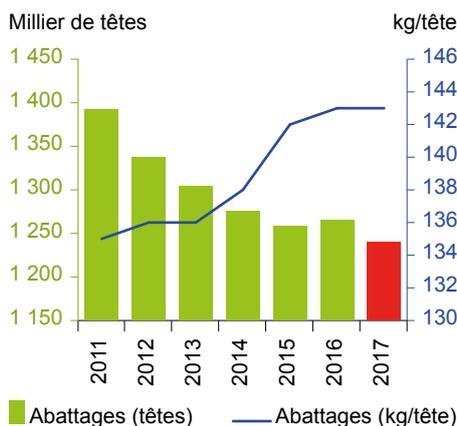


Source : FranceAgriMer

En 2017, la production de veaux de boucherie se contracte de nouveau en têtes

En 2017, avec plus de 1,2 million de têtes, la production de veaux de boucherie recule de nouveau en France (- 2 % sur un an), à un rythme toutefois inférieur à la baisse annuelle moyenne sur la période 2012-2016 (- 6 %) (*graphique 8*). Ce repli est compensé par une hausse du poids moyen des veaux abattus ; de 135 kg/tête en 2011, il atteint 143,5 kg/tête en 2017. Les intégrateurs maintiennent ainsi un certain volume de production de viande, leur permettant de pallier le manque d'animaux dans les exploitations.

Graphique 8
En 2017, toujours moins de veaux abattus mais des veaux plus gros



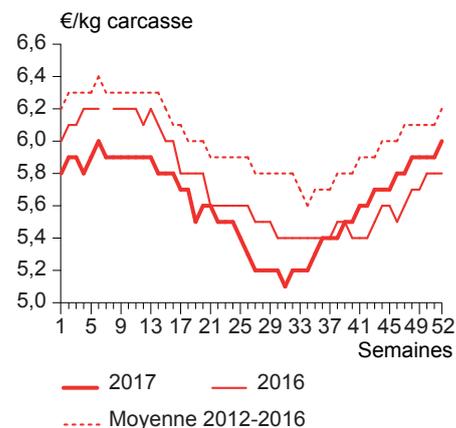
Source : Agreste

Les échanges français de bovins finis sont majoritairement constitués de veaux de boucherie. En 2017, après deux années de baisse, les exportations de veaux de boucherie renouent avec la croissance (+ 20 %, sur un an et + 36 % par rapport à la moyenne 2012-2016). La plus forte progression concerne les ventes à destination de l'Espagne (+ 14 %) et l'Italie (+ 51 %).

Parallèlement, les importations de veaux de boucherie finis reculent de près de 5 %, sur un an. La part des veaux de boucherie importés des Pays-Bas, principal partenaire de la France depuis plusieurs années, continue de s'éroder. Il en va de même avec l'Espagne et l'Italie. À l'inverse, les entrées en provenance de Belgique augmentent (+ 6 % sur un an et + 15 % par rapport à la moyenne 2012-2016).

Sur les huit premiers mois de l'année 2017, les cours des veaux de boucherie sont inférieurs aux prix bas de 2016, loin derrière les niveaux moyens de 2012-2016 (*graphique 9*). L'écart s'accroît même durant l'été, pour se resserrer à partir de septembre au moment où les cours repassent au-dessus de 2016. En moyenne sur l'ensemble de l'année 2017, les cours s'établissent en deçà de ceux de 2016.

Graphique 9
En 2017, des cours des veaux de boucherie déprimés malgré une remontée à compter de septembre

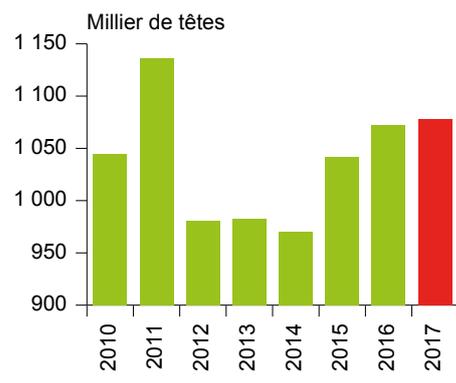


Source : FranceAgriMer

En 2017, sur un marché en évolution, les exportations de brouards augmentent

Outre la production de bovins finis abattus sur le territoire français, des bovins maigres appelés également brouards sont exportés pour être engraisés dans d'autres pays. En 2017, les exportations de brouards sont dynamiques pour la troisième année consécutive (*graphique 10*).

Graphique 10
En 2017, légère hausse des exportations de brouards



Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

Le marché des bovins maigres regroupe deux types d'animaux : les brouards légers dont le poids vif est compris entre 160 et 300 kg et les brouards de plus de 300 kg vif (brouards lourds), mâles ou femelles (génisses).

Avec 52 % des bovins exportés, les bovins mâles lourds dominent traditionnellement le marché français (graphique 11). En 2017, les ventes de cette catégorie d'animaux se replient de 7 % par rapport à 2016. Cette baisse est toutefois compensée par la progression des ventes de génisses et de broutards légers. En hausse de 17 % sur un an, les ventes des génisses confirment la reprise enregistrée en 2013. Quant aux ventes de broutards légers, elles augmentent de 5 % après un recul l'année précédente.

En 2017, le marché italien représente à lui seul 77 % des débouchés pour les broutards français (tableau 2). Les exportations françaises vers la péninsule augmentent tout en répondant à une nouvelle demande. Les ventes de mâles de plus de 300 kg reculent de 5,5 % mais sont compensées par la hausse des ventes de génisses (+ 20 %) et de broutards légers (+ 4,4 %). La proportion de mâles de plus de 300 kg dans les ventes de broutards à l'Italie reste toutefois majoritaire (58 % des broutards exportés en 2017, contre 64 % en 2012). La hausse des ventes de broutards légers s'explique également par la baisse des disponibilités en mâles de plus de 300 kg, obligeant les engraisseurs italiens à modifier leur demande. Les ventes à l'Espagne continuent d'augmenter (+ 30 % par rapport à 2016) et correspondent surtout à une demande en broutards légers.

La demande en provenance des pays tiers reste modeste et se replie par rapport à 2016. L'apparition, en septembre 2015, de foyers de fièvre catarrhale ovine (FCO) en France continue de perturber les échanges, notamment avec le marché turc, jusqu'alors porteur. Des ventes de broutards se réalisent vers l'Algérie et le Liban mais fléchissent en 2017. En revanche, quelques transactions ont été réalisées vers le marché israélien, ouvert en début d'année 2017, sans toutefois permettre de compenser le recul de la demande turque. En 2017, les cours de broutards restent soutenus, tirés par la demande extérieure et les disponibilités limitées en mâles de 300 kg.

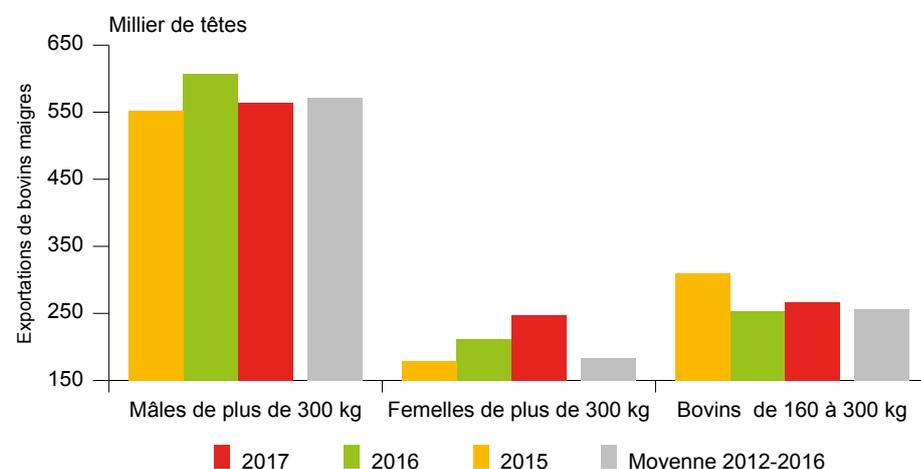
La consommation apparente de viande bovine continue de reculer

Dans la continuité des replis enregistrés à partir des années 2000, la consommation apparente de viande bovine (Sources, définitions et méthodologie) recule de 1,6 % sur un an et de 2 % par rapport à la période 2012-2016 (tableau 3). Les résultats de l'enquête Kantar Wordlpanel pour FranceAgriMer sur les achats de viande bovine par les ménages confirment ce repli. La consommation à domicile se contracte de 10 %

en volume pour la viande de bœuf (341 000 t contre 380 000 t en 2016) et de 12 % pour la viande de veau (62 000 tonnes contre 74 000 tonnes). En dix ans, ce sont 21 % de viande de bœuf et 32 % de viande de veau en moins qui ont été consommés par les ménages français. En valeur sur un an, le repli est du même ordre de grandeur. Sur dix ans, les baisses en valeur sont moins marquées : - 9 % s'agissant de la viande bœuf et - 26 % pour la viande de veau. La part des ménages français qui achètent au moins une fois par an de la viande de

Graphique 11

En 2017, repli des exportations de mâles de plus de 300 kg et hausse des ventes de femelles



Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

Tableau 2

En 2017, hausse des exportations de broutards vers l'Italie et l'Espagne

	2017	2017/2016	2017/moyenne 2012-2016
	millier de têtes	%	%
Italie	834	2,0	6,2
Espagne	176	30,1	34,6
Autres pays de l'UE	30	- 44,7	- 22,6
Pays tiers	38	- 41,2	- 30,2
Monde	1 078	0,6	6,8

Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

Tableau 3

En 2017, baisse de la consommation apparente de viande bovine en France

	2017	2017/2016	2017/moyenne 2012-2016
	millier de tec	%	%
Abattages totaux (a)	1 445	- 1,5	0,1
Exportations de viande bovine (b)	238	0,8	- 1,5
Importations de viande bovine (c)	322	- 0,2	- 10,6
Consommation apparente de viande bovine (a - b + c)	1 529	- 1,6	- 2,1

Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

boeuf fraîche a peu évolué en dix ans, 94,9 % en 2007 contre 93,7 % en 2017. En revanche, les ménages ont nettement diminué leur consommation de veau. Ainsi, 64,3 % des ménages achètent au moins une fois de la viande de veau fraîche en 2017, contre 73,4 % en 2007.

En 2017, le déficit du commerce extérieur de viande bovine se réduit de 3 000 tec, pour s'établir à - 84 000 tec. En valeur, le déficit n'est que de 319 000 €, en baisse de 19 000 € par rapport à 2016.

En 2017, des exportations de viande bovine en légère hausse...

En 2017, les exportations de viande bovine augmentent légèrement en poids sur un an (+ 0,8 %) après une relative stabilité en 2016. En valeur, la croissance est plus marquée (+ 4 %). Les ventes vers les principaux clients de la France, l'Italie, l'Allemagne et la Grèce, reculent (*tableau 4*). Dans le même temps, la Turquie et Israël augmentent nettement leurs achats.

Plus de 80 % de la viande exportée est fraîche ou réfrigérée. Les exportations de viande congelée reculent de près de 2 %, tandis que celles de viandes fraîches ou réfrigérées et de préparations de viandes fraîches et réfrigérées s'accroissent (respectivement + 0,8 % et + 5 %).

... et des importations de viande qui se maintiennent

En 2017, les importations françaises de viande bovine sont quasiment stables en poids (- 0,2 %) mais progressent en valeur (+ 1,2 %). Parmi nos principaux fournisseurs, seuls les achats en provenance d'Irlande et de Belgique augmentent sur un an, ceux en provenance d'Allemagne et d'Espagne reculant (*tableau 5*). Les importations des Pays-Bas se maintiennent quant à elles.

Près des deux tiers de la viande importée est constituée de viande fraîche (et réfrigérée). Sur un an, les importations de viandes fraîches ou réfrigérées se contractent de 2,6 %. Cette baisse est compensée

par une hausse de plus de 6 % des importations de viande congelée en provenance essentiellement d'Allemagne et de Pologne.

Un début d'année 2018 à l'image de 2017

Sur les quatre premiers mois de 2018, la production de bovins finis se replie en têtes, compte tenu de la contraction des productions de bovins mâles (- 6,6 %) et de veaux de boucherie (- 3,5 %), non compensée par la hausse de la production de vaches (+ 4,3 %). La décapitalisation des vaches allaitantes engagée en 2017 se poursuit alors qu'à l'inverse, les éleveurs conservent les vaches laitières sur les exploitations. La production de mâles finis est toujours limitée par l'insuffisance des disponibilités en bovins mâles. Par ailleurs, la hausse de la demande à l'exportation de bovins maigres (+ 2 % d'exportations sur quatre mois) traduit

également la concurrence qui existe entre les deux types de débouchés possibles pour les bovins mâles issus des élevages français (engraissement en France ou exportations de bovins maigres).

Les cours des vaches restent en deçà des niveaux de 2017 alors que ceux des bovins mâles, après un début d'année favorable, reculent d'un mois sur l'autre en se rapprochant des niveaux de 2017. L'ensemble des cours des bovins est ainsi tiré à la baisse sur un an.

Au premier trimestre 2018, les exportations de viande sont en hausse de 2,5 %, se maintenant au sein de l'UE et progressant de plus du tiers vers les pays tiers, sous l'effet d'une hausse des demandes tunisienne et israélienne. Les importations de viande augmentent quant à elles de plus de 5 %, essentiellement en provenance d'Allemagne.

Tableau 4

En 2017, recul des exportations de viande bovine vers les principaux partenaires de la France

	2017	2017/2016	2017/moyenne 2012-2016
	millier de tec	%	%
Monde	238	0,8	- 1,5
Allemagne	47	- 1,7	9,2
Grèce	45	- 5,8	- 14,9
Italie	76	- 5,3	- 12,2
Turquie*	3	x 3 000	x 19 600
Israël	2	169,5	294,8
Autres pays UE	53	18,1	18,0
Autres pays tiers	12	- 17,6	- 11,8

* Coefficient multiplicatif.
Source : DGDDI (Douanes)

Tableau 5

En 2017, des importations de viande bovine stables sur un an

	2017	2017/2016	2017/moyenne 2012-2016
	millier de tec	%	%
Monde	322	- 0,2	- 10,5
Pays-Bas	77	- 0,1	- 7,5
Allemagne	57	- 1,3	- 14,8
Irlande	58	3,9	- 1,9
Belgique	35	2,4	1,5
Espagne	20	- 11,0	- 13,0
Autres pays UE	67	2,8	- 20,3
Autres pays tiers	8	- 20,6	- 8,6

Source : DGDDI (Douanes)

Sources

- Données d'abattages et effectifs : base de données nationale d'identification (BDNI) bovine
- Cotations entrée abattoirs et animaux vivants : FranceAgriMer
- Statistiques du commerce extérieur : Douanes (DGDDI)
- Eurostat et DGAGRI pour les données européennes

Définitions et méthodes

- **Gros bovins mâles** : bovins mâles abattus et âgés de plus de 8 mois
- **Veau de boucherie** : bovin abattu et âgé de moins de 8 mois
- **Vache** : bovin femelle ayant déjà vêlé
- **Génisse** : femelle de plus de 8 mois n'ayant jamais vêlé
- **Bovin maigre** ou **broutard** : animal destiné à être engraisé dans une autre exploitation. Les broutards sont répartis entre broutards légers (de 160 à 300 kg vif) et broutards lourds (plus de 300 kg vif).
- Les **poids** des carcasses sont des poids fiscaux et comprennent les saisies partielles ou totales.

Abattages CVJA

Les données brutes concernant les abattages sont exprimées en nombre (tête) et en poids (tec). Il s'agit des bovins abattus dans les abattoirs publics ou industriels, contrôlés par les services vétérinaires.

Les résultats des abattages bruts sont corrigés en appliquant des coefficients de variation journalière d'abattage (CVJA) afin de tenir compte du niveau d'activité des abattoirs qui diffèrent selon les jours de la semaine et la présence ou non de jours fériés dans le mois, le mois précédent ou le mois suivant.

Production de bovins finis

La production de bovins finis CVJA correspond aux abattages de bovins bruts auxquels on ajoute les exportations de bovins vivants finis et on retranche les importations de bovins vivants finis. La production de bovins finis est calculée pour les différentes catégories de bovins.

Consommation apparente de viande bovine

La consommation calculée par bilan de viande bovine correspond aux abattages totaux de bovins (en tec) auxquels on ajoute les importations de viande bovine et on retranche les exportations de viande bovine.

Les achats de viande bovine par les ménages pour leur consommation à domicile

Les achats de viande bovine observés par Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer reposent sur les relevés d'un panel des consommateurs et concernent uniquement les achats effectués pour leur consommation à domicile. La consommation hors foyer n'est donc pas couverte. Les résultats sont ensuite extrapolés à l'ensemble de la population.

Tonne-équivalent-carcasse (tec)

Il s'agit d'une unité employée pour pouvoir agréger des données en poids concernant des animaux vivants et des viandes sous toutes leurs présentations : carcasses, morceaux désossés ou non, viandes séchées, etc. On applique au poids brut un coefficient propre à chaque forme du produit.

Classement des carcasses

Les carcasses sont évaluées selon la grille Europ sur deux critères : la conformation et l'engraissement.

La conformation correspond au développement musculaire et est évaluée en premier sur une échelle comprenant 5 échelons Europ : la classe E correspond à un développement musculaire exceptionnel et la classe P à un développement musculaire insuffisant. La définition de la conformation se fait par rapport à des images de références et à des profils musculaires.

La classe « O » est utilisée pour désigner des carcasses dont le développement musculaire est de type moyen et souvent caractéristique des vaches élevées pour la production de lait.

L'engraissement est ensuite exprimé dans une échelle à cinq échelons : la classe 1 correspond à un animal très maigre et la classe 5 à un animal très gras. L'évaluation de l'engraissement se fait principalement en considérant les dépôts de gras sur la cage thoracique.

Pour en savoir plus

- dans la rubrique « Conjoncture – Bulletin » pour les séries chiffrées.
- dans la rubrique « Conjoncture - Animaux de Boucherie-Ovins » pour les publications mensuelles Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « En 2017, poursuite du repli de la consommation de viande à domicile par les ménages français et stabilité de la consommation de viande calculée par bilan », Synthèse Consommation n° 2018/322 - avril 2018
- « Fin 2017, baisse des effectifs de bovins en France », Infos Rapides Cheptel Bovin - mars 2018
- « Après trois années de hausse, le cheptel bovin français se réduit légèrement », Infos Rapides Cheptel Bovin - octobre 2017
- « En 2016, la crise du lait pèse sur le marché de la viande bovine tandis que celui des brouillards se remet peu à peu de la FCO », Synthèse Animaux de boucherie n° 2017/313 - juillet 2017
- « En 2015, la crise laitière et la FCO ont impacté la production et les marchés des bovins », Synthèse Animaux de boucherie n° 2016/293 - juillet 2016

Références des synthèses

Synthèses

En 2017-2018, un recul général du chiffre d'affaires des légumes d'hiver, pénalisé par la baisse des récoltes et une nette dégradation des cours
Légumes

7 S. Bernadet

En 2017, la production française de bovins finis se replie tandis que les exportations de bovins maigres augmentent
Animaux de boucherie

13 M.-A. Lapuyade

Organismes et abréviations

23

Pour en savoir plus

25

Liste des Infos rapides parues

Animaux de boucherie - Bovins, n° 122-7/11, août 2018

M.A. Lapuyade

Animaux de boucherie - Porcins, n° 123-7/11, août 2018

C. Ugliera

Animaux de boucherie - Ovins, n° 124-7/11, août 2018

M.A. Lapuyade

Abricot, n° 115-4/4, août 2018

L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts

Aviculture, n° 126-8/11, septembre 2018

C. Ugliera

Cerise, n° 100-3/3, juillet 2018

L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts

Chicorée, n° 111-1/4, juillet 2018

S. Bernadet

Climatologie, n° 117-8/12, septembre 2018

M. Le Turdu

Commerce extérieur agroalimentaire, n° 119-8/12, août 2018

T. Champagnol

Concombre, n° 86-1/3, juin 2018

S. Bernadet

Courgette, n° 87-1/3, juin 2018

S. Bernadet

Coûts de production, n° 101-7/10, juillet 2018

A. Lavergne

Endive, n° 88-4/4, juin 2018

S. Bernadet

Fraise, n° 107-3/3, juillet 2018

S. Bernadet

Grandes cultures et fourrages, n° 128-7/10, septembre 2018

J-M. Pognat

Lait, n° 103-7/11, juillet 2018

S. Cazeneuve

Laitue, n° 108-1/4, juillet 2018

S. Bernadet

Melon, n° 109-1/3, juillet 2018

S. Bernadet

Pêche, n° 116-4/5, août 2018

L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts

Poire, n° 104-1/4, juillet 2018

L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts

Pomme, n° 118-2/5, août 2018

L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts

Prairies, n° 121-5/7, août 2018

M. Simonovici

Prix agricoles et alimentaires, n° 125, août 2018

A. Delort

Stocks Pommes-Poires, n° 113-5/5, août 2018

L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts

Tomate, n° 110-2/4, juillet 2018

S. Bernadet

Viticulture, n° 120-2/4, août 2018

L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts

Les Infos rapides sont disponibles dans « Conjoncture » sur www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les principales séries mensuelles sont présentes dans Le Bulletin, et les données détaillées dans les Données en ligne du site Agreste.

ORGANISMES

ACP : Afrique, Caraïbes et Pacifique
Agreste : données collectées et diffusées par le SSP
AGPB : Association générale des producteurs de blé et autres céréales
AGPM : Association générale des producteurs de maïs
Arvalis : Institut du végétal
ASTREDHOR : Association nationale des structures d'expérimentation et de démonstration en horticulture
BNIC : Bureau national interprofessionnel du cognac
CGB : Confédération générale des planteurs de betteraves
CIC : Conseil international des céréales
Cidéf : Comité interprofessionnel de la dinde
Cifog : Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras
Cip : Comité interprofessionnel de la pintade
CNCA : Caisse nationale de crédit agricole
Cniel-Iri : Comité national interprofessionnel de l'économie laitière - Information resources Inc.
CNIPT : Comité interprofessionnel de la pomme de terre
CNPO : Comité national pour la promotion de l'œuf
Coceral : Comité du commerce des céréales, aliments du bétail, oléagineux, huile d'olive, huiles et graisses et agrofournitures de l'Union européenne
Coop de France
CSA : China sugar association
CTIFL : Centre technique interprofessionnel des fruits et des légumes
DGAL : Direction générale de l'alimentation
DGI : Direction générale des impôts
DGCCRF : Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
DGDDI : Direction générale des douanes et droits indirects
DGPE : Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises
DSV : Direction des services vétérinaires
Eurostat : office statistique des communautés européennes
FranceAgriMer : office national unique des produits de l'agriculture et de la mer depuis le 1^{er} avril 2009
FAO : Food and agriculture organisation
FOP : Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux
GIPT : Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre
GNIS : Groupement national interprofessionnel des semences et plants
Inra : Institut national de la recherche agronomique
Insee : Institut national de la statistique et des études économiques
Iso : International sugar organization
Itavi : Institut technique de l'aviculture
Matif : Marché à terme international de France
NEPG : North-Western European Potato Growers (groupement des producteurs de pommes de terre du Nord-Ouest européen)
OCM : Organisation commune des marchés
Oilworld : independant forecasting service for oilseeds, oils and meals
OIS : Organisation mondiale du sucre
OIV : Organisation internationale de la vigne et du vin
OP : Organisme de producteurs
PMA : Pays les moins avancés
RNM : Réseau des nouvelles des marchés
SSP : Service de la statistique et de la prospective
Snia : Syndicat national des industriels de la nutrition animale
SNFS : Société nationale des fabricants de sucre
StatCan : Statistique Canada
Synalaf : Syndicat national des labels avicoles de France
UE : Union européenne (à 27 à partir de 2007)
Unctad : United nations conference on trade and development (Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement)
Unifa : Union des industries de la fertilisation
Unip : Union nationale interprofessionnelle de plantes riches en protéines
USDA : United States department of agriculture (homologue américain du Ministère de l'agriculture et de la pêche)
WASDE : Word agricultural supplies and demand estimates

ABRÉVIATIONS

AB : agriculture biologique
AOC : appellation d'origine contrôlée
AOP : appellation d'origine protégée
ACE : aides aux cultures énergétiques
BDNI : base de données nationales d'identification
BTP : bâtiment et travaux publics
Caf : coût, assurance, fret
Cib : consommation indigène brute
Cic : consommation indigène corrigée
CJO : corrigé des jours ouvrables
CPA : classification de produits associés aux activités
CPF : classification de produits française
CVJA : corrigé des variations journalières d'abattages
CVS : corrigé des variations saisonnières
Fab : franco à bord
FCO : fièvre catarrhale ovine
Fob : free on board
Ica : Indice de chiffre d'affaires
IGP : indication géographique protégée
IAA : industries agroalimentaires
ICA : indice de chiffre d'affaires
lpa : indice de prix de l'alimentation animale
lpampa : indice des prix d'achat des moyens de production agricole
IPC : indice des prix à la consommation
ipi : indice des prix industriels
IPP : indice de production industrielle
lppap : indice des prix des produits agricoles à la production
IPVI : indice des prix de vente industriels
Isop : informations et suivi objectif des prairies
Min : marchés d'intérêt national
mm3, mm12 : moyenne mobile sur 3 mois, moyenne mobile sur 12 mois
Naf : nomenclature d'activités française
NC : nomenclature combinée
Otex : orientation technico-économique des exploitations
Pac : poulet prêt à cuire
Pib : production indigène brute
Pic : production indigène contrôlée
ProdCom : production communautaire
Rica : réseau d'information comptable agricole
SAA : statistique agricole annuelle
Sap : statistique annuelle provisoire
Smic : salaire minimum interprofessionnel de croissance
SRW : soft red winter
tec : tonne-équivalent-carcasse
teoc : tonne-équivalent-œuf-coquille
TIPP : taxe intérieure sur les produits pétroliers
TNO : tendance nationale officieuse
VAIG : vins avec indication géographique
VCC : vins de consommation courante
VDQS : vins délimités de qualité supérieure
VQPRD : vins de qualité produits dans des régions délimitées
VSM : viande séparée mécaniquement

Pour en savoir plus

- Le site Agreste de la statistique agricole : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les publications Agreste Conjoncture sont consultables dans la rubrique *Conjoncture*.

Les séries conjoncturelles sont disponibles dans l'espace *Données en ligne*.

- Le site de FranceAgriMer - Réseau des nouvelles des marchés : www.rnm.franceagrimer.fr/

Des séries de prix sont disponibles sur le site du RNM.

- Le Centre d'information et de documentation Agreste (CDIA) : agreste-info@agriculture.gouv.fr



Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE
3 rue Barbet de Jouy - 75349 PARIS 07 SP
Site internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Directrice de la publication : Béatrice Sédillot
Rédactrice en chef : Annie Delort
Composition : SSP
Dépot légal : À parution
© Agreste 2018

Cette publication est disponible à parution sur le site Internet de la statistique agricole
www.agreste.agriculture.gouv.fr



Numéro 3 - septembre 2018



Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Secrétariat Général
SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE
Site Internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Prix : 7,00 €

